

PSYCHANALYSE ET POLITIQUE

Résumé : La psychanalyse répond à l'idéologie scientiste en montrant la vérité libératrice présente en chacun. Sa pratique, sa théorie et son institution donnent à voir et à entendre le conflit entre savoir et vérité. Cela met les psychanalystes dans la meilleure position pour éclairer le démenti interne au néo-libéralisme qui s'instaure, s'ils acceptent de mettre en débat leur rapport à la politique et à l'idéologie.

I) La psychanalyse

La psychanalyse était pour son créateur une méthode d'investigation et de psychothérapie, et un ensemble de théories psychologiques et psychopathologiques. Sa découverte a nécessité la clarification d'une psychologie inconsciente, organisée autour du complexe d'Œdipe, et l'élaboration d'une métapsychologie. Son invention procède de temps fondateurs.

Concernant la méthode, Freud accéda à la demande d'une de ses patientes de la laisser parler sans l'interrompre. Il en inventa la libre association, libre des contraintes sociales habituelles de la parole, la recherche de cohérence et la censure d'une partie ce qui viendrait à la conscience si le sujet ne se l'interdisait, pour des raisons diverses.

Sur le versant de la théorie, il établit une esquisse de psychologie scientifique qu'il renonça à publier pour écrire et publier un livre sur un thème semblant marginal, le plus éloigné des préoccupations de la vie effective, les rêves et leur interprétation. Cela s'adressait à l'ensemble du public, à tous les humains, et pas seulement à des professionnels, et nécessitait pour ne pas multiplier les difficultés de dire « je », de parler de ce qui relève habituellement du privé, tout en utilisant la même méthode pour lui-même qu'avec ses patients. Pour montrer que l'inconscient dont il découvrait l'existence concernait tout le monde et n'était pas qu'une particularité de malades, de lui-même ou du sommeil, il montra sa présence dans la vie quotidienne, oublis, actes manqués ou traits d'esprit.

Pour la première fois dans l'histoire de la civilisation, un savoir apparaissait sur le sujet pris à partir de sa parole, non plus comme manifestation d'une vision de l'existence, comme l'avaient fait des philosophes, mais comme fonctionnement, organisation ou structure à cerner dans sa singularité, pour chaque « un » qui dit « je ». Le rapport à la vérité en était subverti : l'adéquation des idées aux choses ne pouvait plus fonctionner dans ce cadre, à moins de la garantir par la sanctification de la pensée de l'analyste. L'interprétation la remplaça, comme manifestation d'un changement dans l'appareil psychique après qu'une vérité inconsciente ait été délivrée.

La nouveauté de la découverte de Freud ne pouvait qu'avoir des répercussions sur les sciences traitant antérieurement de l'humain. Il a ainsi été amené à écrire sur l'histoire, l'art, la religion, la civilisation. Il a souligné comme la psychologie individuelle est toujours dans un rapport à un autre et est ainsi toujours sociale, mais peu de ses textes traitent directement de la

politique : l'acte politique est théorisé dans son essence, relevant de la pré-histoire, phylogénétique et individuelle, dans « totem et tabou ». Il a aussi écrit un livre en collaboration avec un diplomate, sur le président Wilson.

Si Freud a eu des préférences et des idées claires de ce qui lui donnait la possibilité sociale d'inventer la psychanalyse, son souhait de produire une science dont l'intérêt scientifique dépasse les conditions historiques de leur production l'éloignait d'un domaine où il aurait risqué de prendre des positions dangereuses pour sa personne, sa famille et sa découverte. Quand on lui demandait sa couleur en politique, il répondait « couleur chair ».

Il a essayé d'éviter le pire dans un contexte historique dramatique, a produit des textes dont on peut penser qu'ils étaient sa réponse psychanalytique à ce qui se passait, sur la psychologie des masses, sur Moïse ou sur le déni, mais, semblable à nombre de penseurs antérieurs, il a essayé de ne pas mettre en discussion sa trouvaille avec les pouvoirs politiques du moment. Cela relève d'une forme de raison évidente pour nombre de personnes, bien des penseurs ayant même souligné comme ce serait folie de faire autrement, la recherche de vérité se brûlant facilement les ailes sur le fonctionnement social réel.

Leo Strauss a montré des stratégies utilisées pour exprimer une pensée contraire aux croyances imposées par le pouvoir. Freud a vécu après le siècle des Lumières et leur revendication de pouvoir parler de tout, mais le problème de l'affrontement de la pensée au pouvoir politique est intemporel.

Lacan nous a sensibilisé à la concomitance de l'invention de Freud avec l'implantation dans les relations sociales des modes de pensée scientifiques, dont l'essence consiste à produire des énoncés ayant supprimé toute singularité personnelle.

Ces énoncés peuvent être repris par tout sujet voulant les utiliser, produisant en acte une universalisation vérifiable, laissant tous les humains égaux devant la science, sous réserve d'en comprendre la logique explicitée. Cette universalité constitue le crédit que toute personne doit porter à la vérité scientifique, s'il propose une vérité pour une communauté humaine. Même ceux, comme les islamistes actuellement, qui se revendiquent de croyances religieuses révélées pour avoir une efficacité politique, cherchent à concilier la vérité religieuse qu'ils prônent avec la vérité associée à l'efficacité technologique de la science moderne.

Cette élimination de la personne dans la méthode scientifique équivaut à une suppression de ce qui est pensé spontanément, avec toutes les contingences des évidences de départ des individus réels.

La psyché avait été abordée antérieurement dans la théorie occidentale sous le primat des théories chrétiennes, à partir de la notion de péché « par pensée, par action, par parole et par omission », creusant systématiquement la place du sujet. Elle a commencé à être prise comme objet d'études scientifiques, psycho-logiques, à partir de la préoccupation des erreurs qu'elle faisait commettre dans l'utilisation des appareils scientifiques de mesure. Cette psychologie se complémentait socialement des productions artistiques, littéraires principalement.

Différentes formes de psychologie scientifique ont ensuite été inventées, qui se heurtent à une difficulté fondatrice : comment prendre pour objet une subjectivité que la méthode doit éliminer ? Les réponses sont nombreuses, et l'objectivation de domaines particuliers de la subjectivité fournit des savoirs psychologiques nouveaux, prétendant à la conquête chiffrée de l'exactitude, mais le prix en est l'occultation de la vérité, dont Lacan nous a appris que la psychanalyse la réintègre dans le champ de la science.

Lacan a repris l'invention de Freud pour en refonder la nouveauté dans une pureté revendiquée, à partir des savoirs nouveaux dont Freud ne disposait pas aux temps de sa découverte. Il en a imposé la notion centrale de sujet. Mais cette notion a toujours été prise dans sa dimension trans-individuelle. A une époque où il parlait encore d'intersubjectivité et n'avait pas encore élaboré le grand Autre, il a recherché dans la logique de la certitude anticipée la détermination du sujet dans son rapport au collectif. Il a ensuite affirmé qu'il n'y a pas d'inter-subjectivité mais que le sujet s'adresse à l'Autre. Différentes formulations, comme « l'inconscient, c'est la politique », montrent qu'il établissait un lien entre la psychanalyse et la politique. Son apport le plus fondamental en ce domaine est la théorie des discours. Mais cette avancée viendra longtemps après des actes relevant de pratiques et donc de politiques de la cure, de la théorie et des institutions psychanalytiques.

Notons

-Sa pratique des séances à durée variable puis courtes, accentuant le poids de ce qui s'y fait dans ce qui se dit et des conditions structurales de la parole. Celle-ci est appréhendée au-delà des énoncés puis du sens, et expérimentée comme énonciation, signifiant, lettre, fantasme et acte.

-Son rejet de la psychologie : là où Freud revendiquait la nouveauté de ce qu'il inventait mais l'incluait dans les savoirs et les pratiques dont il s'était servi, Lacan a multiplié les jugements rejetant la psychologie, refoulant l'appui qu'il avait pris sur elle pour inventer son propre stade du miroir et sa théorie de l'imaginaire. L'idée des recoupements inéliminables entre les notions de psychologie et celles de position subjective n'était pas prise en compte .

-Son évitement de l'inscription de dialogues publics avec les intellectuels importants vivant ou avec ses élèves, comme Freud avait pu le faire dans ses correspondances, pour privilégier une position de maître produisant l'avancée de la vérité dans son séminaire, et affichant facilement son mépris pour la pensée des autres. Cela ne paraissait pas infondé, vu l'ampleur de sa théorisation, sa lecture des penseurs antérieurs, les échos trouvés chez son public à ses questionnements, et son histoire institutionnelle. Mais ses jugements des théorisations des autres se combine paradoxalement à sa compréhension de leurs œuvres, la reprise de leurs formules ou de leurs signifiants. A côté de cela, nombre de témoignages disent son soutien à ceux qui s'adressaient à lui en cherchant leur voie.

-Sa théorie de l'interprétation, basée sur l'équivoque signifiante, s'oppose à la simple recherche d'un sens ou d'une signification nouvelle, même s'il en note la présence nécessaire. Mais sa sensibilité à l'au-delà du sens immédiat ne doit pas nous faire oublier les conditions effectives de sa pratique, complémentée par son séminaire jamais abandonné. Ses analysants pouvaient y trouver des réponses à leurs séances dans un cadre logique appuyé sur un savoir encyclopédique, où il décelait les prémisses de sa conception nouvelle du sujet.

-Son style, enfin, oblige chaque lecteur à mettre du sien pour comprendre ce qu'il éclaire. Cela s'oppose clairement au style de Freud, qui donne si facilement l'impression au lecteur de comprendre, et permet à tous d'utiliser ses termes en oubliant la complexité de ce qu'il dit.

Ces différents points ont été la manière de Lacan de traiter la nouveauté radicale apportée par la psychanalyse. Les lacaniens en ont hérité, et pas seulement eux, mais la période actuelle oblige à reprendre ce qui, dans les pratiques relevant de la psychanalyse, reste en prise avec l'idéologie. Cela passe par réévaluer son rapport à la politique, puisque si la psychanalyse ne veut pas s'en mêler, la politique s'occupe de plus en plus clairement d'elle.

II) La politique

La politique est l'ensemble des pratiques, des institutions et de leurs déterminations qui règlent les rapports de pouvoir entre humains, pour qu'une collectivité fonctionne malgré les intérêts égoïstes de chacun. Dans toutes les civilisations, un discours légitime les pratiques. Dans notre culture occidentale, ce discours prétend fonder rationnellement son exercice. Depuis quelques siècles, chacun est en droit de produire son analyse de la politique et de prétendre refonder ou modifier localement son exercice, s'il remporte l'assentiment nécessaire. Les croyances ne sont pas niées dans cette optique, mais elles sont diversement intégrées aux systèmes d'explication rationnelle.

Ce dernier siècle, les deux courants théoriques qui ont le plus compté pour l'exercice politique réel sont le libéralisme et le marxisme. Ces deux systèmes s'opposent mais se recoupent sur une affirmation : la primauté de l'économique, des échanges matériels, dans l'organisation sociale des échanges.

Cette affirmation peut avoir deux types de lectures.

Soit l'économique est le moteur, le reste n'étant qu'épiphénomènes sans importance réelle, dont l'existence plie devant la détermination économique. L'idéologie d'une époque peut ainsi être considérée comme la tentative de nier cette détermination économique, d'en cacher le caractère impérieux au niveau collectif. La collectivité des humains est alors caractérisée par la fuite de la plupart des individus devant la vérité de ce qu'ils font réellement. La vérité primordiale, commandant les actes et les comportements, disible malgré son démenti général, devient cette affirmation du primat de l'économique.

L'autre lecture laisse plus d'importance à la vérité des idées, à leur primauté dans les actes possibles, individuels mais aussi collectifs. Les idées doivent pouvoir correspondre assez à l'expérience vécue par les individus pour ne pas détruire l'ensemble social, économie comprise. Leur absolu signifiant vaut au-delà de leur effet de reconstitution de la force de travail pour les individus, car l'espoir d'une réalisation d'idéaux conditionne la participation de chacun.

Le conflit entre l'intérêt individuel et l'intérêt de la communauté humaine n'est pas qu'une donnée inter-personnelle, un conflit entre chaque sujet et les autres, puisque l'intérêt de chacun est de favoriser une communauté dont il dépend, d'une manière ou d'une autre. A une réserve près : que l'individu l'admette, quel qu'en soit le mode d'assomption. Par contre, la communauté nécessaire à chacun peut avoir des extensions très variables, reléguant les autres à un statut d'infériorité humaine autorisant les plus mauvais traitements aux yeux de celui qui en admet le principe.

Jusqu'à l'invention de l'arme atomique, la politique s'était réglée dans une continuité avec la guerre, celle-ci servant entre autres à régler les problèmes internes aux communautés, générateurs d'agressivité et de haines, en les projetant sur l'ennemi, étranger à la communauté. Cela ne peut plus se faire entre pays détenteurs de la bombe atomique ou d'armes bactériologiques ou chimiques trop puissantes, ou seulement par pays interposés. L'art de gouverner doit donc inventer quelque chose de nouveau, accepté par tous ceux qui détiennent un pouvoir d'agression dangereux, détenu par un nombre grandissant de groupes humains. Le défi est d'autant plus difficile que la seconde guerre mondiale a aussi montré comment la science pouvait servir à l'extermination d'une partie des membres d'une

communauté, une fois qu'ils ont été déclarés malfaisants envers le reste de celle-ci. La guerre peut devenir interne, raciste ou économique

Dans cette perspective, les idéologies universalistes, défendant une vision valable pour tous les humains, et pas seulement un « tous » ou un « on » partiels, imposent leur visée de pacification. Le pacte social, tel qu'il est théorisé par Freud dans une communauté de frères, doit inclure au moins sur certains points la totalité des humains, sous peine de produire des différences justifiant sans frein la ségrégation, l'exploitation et l'élimination.

A notre époque, le libéralisme s'est imposé comme modèle, les états marxistes survivant essayant de l'assimiler pour produire de la richesse. Il est possible que cela fonctionne, le libéralisme ayant lui-même subi une évolution importante, appelée « néo-libéralisme » : l'intervention de l'état pour que les marchés puissent fonctionner est reconnue nécessaire. Il y a néanmoins une différence notable entre les libéralismes se réclamant de son idéologie fondamentale et celui des pays marxistes : l'individu est l'élément politique central pour les premiers. L'idée que la majorité peut démocratiquement tyranniser et même supprimer les individus est l'essentiel de ce qui doit être évité.

La seconde guerre mondiale avec sa surenchère dans les horreurs exterminatrices, la shoa, puis la découverte des camps soviétiques, ont généré un refus des systèmes idéologiques broyant avec une bonne conscience déclarée l'individu pour faire advenir un « homme nouveau ». L'individu est donc devenu pour beaucoup d'occidentaux la mesure de ce qui doit être préservé, donnant une légitimation nouvelle au discours libéral. Mais cette bonne intention déclarée, dans son absolu signifiant, conduit à deux conséquences :

- Une fois l'individu déclaré libre de ses choix et mesure de toute chose, le pouvoir social cherche à le contenir pour qu'il ne mésuse pas de sa liberté
- Le marché étant le paradigme du lieu où il peut exercer librement ses appétits égoïstes en produisant le maximum de bien pour la société, tout, y compris lui-même pour sa force de production et sa capacité de consommation, doit rentrer dans des cotations de marché et dans une logique commerciale. Le livre « la nouvelle raison du monde », de Pierre Dardot et Christian Laval en déploie magistralement la démonstration.

III) Politique et « psy » en France

Les décisions politiques actuelles poussent à faire rentrer tout et tout le monde, mondialement, dans ces visées d'organisation d'un ordre nouveau. Les politiques qui ont gouverné en France ont convergé dans ce système. L'alternative politique ayant produit une prise de conscience de la nécessité de produire la richesse avant de la partager, les hommes politiques de gauche, en principe plus sensibles à la répartition équitable, ont admis massivement les analyses économiques plaçant l'économie et sa logique au centre de ce qui se passe, sans grande réflexion sur les conséquences sociales. Avec un ensemble particulier à notre pays, depuis longtemps caractérisé par le centralisme des décisions, les acteurs de l'économie et ceux du pouvoir politique ont collaboré, et les politiques ont cautionné le traitement du social sur la base d'une logique des services commerciaux. Les questions de répartitions de pouvoir et de moyens nécessaires au fonctionnement social ont été laissées de côté d'une manière particulièrement violente depuis cinq ans, au nom d'une catastrophe économique annoncée, ennemi commun qui légitime par la hâte l'élimination des autres préoccupations. La question de la pertinence des modèles commerciaux dans les relations collectives est évacuée de la scène médiatique, et chacun est prévenu qu'il y aura moins d'argent pour payer le travail, moins de places, mais que ceux qui en auront une seront mieux payés. La rivalité est instituée à la place de l'égalité.

La pensée politique occidentale avait produit une idéologie et des techniques de contrôle social.

Cette idéologie a une longue archéologie, ponctuée de mouvements fondateurs, comme la victoire du juridisme romain et du matérialisme pour la saisie du réel, et celle du nominalisme pour la saisie de la vérité. Plus récemment, la puissance des U.S.A. a imposé une version protestante de l'être humain, plus compatible avec la gestion scientifique que le schéma catholique. L'être du sujet se démontre dans le présent, prédestiné, et n'a plus à se battre avec lui-même pour se dépasser en vue d'un jugement dernier. Il ne s'agit plus que d'aménager la coexistence de caractéristiques déjà là.

Pour penser le contrôle social, dès l'Antiquité le discours médical a été pris comme métaphore du pouvoir politique. Il donne l'idée d'un bien apporté aux individus par une autorité salvatrice grâce à son savoir. Les individus sont dans sa logique reconnus comme unités à partir de leur existence biologique.

Cela permet des objectivations conformes au modèle des sciences exactes. Mais la seconde guerre mondiale en a montré l'horreur possible. L'autorité médicale était une métaphore usuelle pour appeler au pouvoir les führer, duce et autres caudillos, et les expériences sur les condamnés dans les camps étaient l'aboutissement d'une conception de la philanthropie en médecine courante dès le siècle des lumières. Pour garder ses possibilités d'idéalisation, une nouvelle définition de la santé a dû inclure les dimensions sociale et psychologique, ainsi que l'appréciation de l'individu. Le recours aux « psy » en découle.

Par leur rôle d'experts du psychisme, ils peuvent produire les discours légitimant les décisions sociales concernant les individus. Leurs déclarations se retrouvent infirmer ou confirmer l'idéologie du pouvoir, et l'état leur demande maintenant d'aller dans son sens.

Les médias assurent la diffusion du détournement des termes de psychiatrie, de psychologie ou de psychanalyse, en un discours de normalisation des comportements et de moralisation des jouissances, habituant la population à des thèmes dont la répétition cache la fausseté. A ce titre, la psychanalyse est concernée, comme tous les autres domaines de la vie sociale.

Les professionnels de l'éducation, de la justice, du soin, ceux dont le métier s'appuie sur la création, doivent pouvoir produire la preuve qu'ils ne dérogent pas à l'obligation de ne pas coûter aux autres ou qu'ils sont nécessaires. Ce qui se passe entre les humains, avec sa dimension d'inconnu, d'improvisation nécessaire et d'actes irréversibles est hors propos si ce n'est pas compossible avec l'impératif économique. Aucune sanctuarisation des éthiques professionnelles n'est assurée.

Les attaques s'adressent aussi à la psychothérapie institutionnelle, aux pratiques psychiatriques qui devraient se passer du consentement du patient, des conditions d'accueil et d'une formation critique, aux psychologues censés appliquer un savoir déjà acquis et ne plus être payés à interroger leur pratique pour comprendre ce qui y est en jeu, aux psychothérapeutes qui devraient avoir des diplômes n'impliquant aucune formation à la psychothérapie mais seulement un savoir livresque sur la psychopathologie. Tout le savoir éthique sur les nécessités de l'exercice professionnel avec les individus est attaqué.

Nous sommes donc confrontés à une situation dont les ressorts sont anciens, présents dans toute situation politique. Ceux qui ont pris le pouvoir prétendent avoir la meilleure solution et veulent rendre in-interrogeables les fondements de ce qu'ils instituent. C'est une tendance inéliminable dans la pratique du pouvoir. Par contre, de nouvelles conditions créent des conséquences nouvelles aux invariants de la politique, pas encore installées mais qui se précisent.

L'état produit une nouvelle caste de décideurs nommés pour leur acceptation des orientations budgétaires et leur adhésion à la pratique des évaluations quantitatives, dégradée en politique du chiffre nourrissant la propagande. Ils sont seuls légitimés à recevoir leur salaire puisqu'ils prétendent sauver le système social en le modifiant.

La pratique des évaluations chiffrées, devenues seules licites en dehors de toute réflexion publique sur la pertinence des chiffres qu'elles donnent, multiplie le phénomène de cour qui se crée autour de tout pouvoir. Là où des courtisans trouvaient une place lucrative en assurant au prince la valeur de ses actes et de ses pensées, les questionnaires quantitatifs, alliés à un refus d'entendre l'ensemble des professionnels et des usagers, engendrent une surdité mécanique du pouvoir, qui oublie dans une pseudo-objectivité la partialité de sa saisie du réel. La démocratie sociale résulte du retour d'information, par les acteurs de la vie civile, des effets des décisions politiques. Elle a été évacuée, les consultations de la société civile étant réduites à un simple formalisme. Les décideurs choisissent les catégories statistiques dont ils attendent des retours, sans réflexion qualitative publique, en prétendant avoir une vision objective de la réalité puisqu'elle est chiffrée.

Les nouveaux décideurs sont des « managers », dont la légitimité repose sur l'idée qu'ils n'ont pas besoin de connaître le domaine qu'ils gèrent. L'élimination des valeurs éthiques sur lesquelles se fondent les pratiques professionnelles devient possible, et à leur place s'installe une morale du moindre coût. Il suffit de trouver un ou des professionnels qui cautionnent les décisions prises, et ceux pour qui la compétence professionnelle n'est pas prioritaire sur l'obtention du pouvoir sont les mieux placés pour accueillir sans états d'âmes les restrictions professionnelles. L'ignorance du pouvoir en est multipliée, car elle doit se reproduire en chaque décideur pour garder sa légitimité.

Des campagnes de propagande sont faites, sous couvert d'information, évitant les débats d'idées. L'évolution des médias, privilégiant l'amusement ou le spectacle à la réflexion, favorise cette tendance au niveau national. Les psys, comme tout le monde, sont encouragés à trouver un emploi ou simplement à le garder en montrant leur conformité à ces orientations.

Il y a donc un mouvement de fond de la part de l'état, qui se rend sourd et aveugle, et rend muette la société civile. L'autoritarisme se présente gentil, préoccupé des individus, suivant la conception de la santé inventée après la seconde guerre mondiale : un état de bien-être complet, sur les plans biologique, social et psychologique. L'idée qu'il y aura moins d'emplois mais mieux payés pour ceux que l'Etat reconnaît invite les agents publics à se taire et à accepter une évolution où ils se retrouvent de plus en plus responsables et de moins en moins décideurs.

L'Etat en France en vient à se mêler de ce qui relevait de la société civile : le débat intellectuel. Il le fait avec une violence dont il est, suivant sa définition moderne, déclaré seul détenteur légitime. Il cristallise les conditions nouvelles de son institution en affirmant comme des vérités scientifiques les signifiants de sa politique.

IV) Psychanalyse et politique

Des psychanalystes ont essayé de tirer des conséquences politiques de la psychanalyse. Wilhem Reich est le plus connu pour avoir cherché à combiner son marxisme et son freudisme. Bien d'autres ont essayé de penser la politique à la lumière de ce qu'ils avaient appris de leur expérience, comme des psychanalystes anglais après la seconde guerre mondiale. Je n'ai pas assez de connaissances pour développer ce pan historique.

En France, la figure de Lacan a grandement contribué à minorer ces tentatives, différentes de ce que Freud avait pu dire, ou carrément inquiétantes dans leurs évolutions, comme dans le cas de Reich. La valeur de la psychanalyse semblait ailleurs, en train de se reformuler dans les questionnements de Lacan, pour ou contre ses réponses.

Il n'est pas attribué une valeur pratique à la psychanalyse par les politiques, mais il lui est reconnu dans la société civile une place importante dans l'évolution des mœurs et des mentalités. Son maximum de crédit dans l'opinion, principalement grâce à Dolto et Lacan, a correspondu à la période de confiance en l'expansion économique.

Un signifiant de Lacan nomme le rapport qu'elle était censée instaurer dans les mentalités aussi bien par le particulier de chaque cure que dans la diffusion des idées et dans la relation au politique : la subversion.

L'idée d'un travail de sappe de la croyance aux valeurs, agissant légitimement dans la cure par la découverte du véritable rapport aux idéaux et aux croyances, pouvait facilement correspondre aux deux domaines. Mais avec le temps, le sens de ce signifiant a changé. S'il peut encore s'appliquer à l'effet de la psychanalyse, son sens politique est dénoncé. Ceux qui s'en réclamaient sont accusés d'avoir recherché ainsi le beurre et l'argent du beurre, le confort matériel donné par la bonne place sociale et le confort moral de celui qui sait ce qui se passe et donne des leçons aux autres en ne prenant aucune part active aux décisions. Se situer dans un ailleurs, adossé à la scène de l'inconscient, n'est plus tenable politiquement.

Lacan a beaucoup ironisé sur le crédit accordé à la psychanalyse malgré ce qu'il considérait comme la médiocrité des théorisations des psychanalystes. Il s'en ébaudissait. Nous ne sommes plus dans ce monde.

Pour caractériser politiquement notre monde, nous pourrions prendre à contrario le mythe freudien. Les hommes ont tué l'autorité existant et, devenus frères concurrents dans l'avoir, ils se disent : maintenant, nous nous partageons les femmes. Une répond : il n'en est pas question, c'est nous qui décidons de ce que nous faisons de notre corps. On entend des approbations, une autre commence à dire : je ne suis pas d'accord, je ne vois pas du tout les choses comme ça. L'expert arrive et dit : il faut voir ce que cela coûte, pour le bien de tous, sinon rien de ce que vous dites n'a de valeur.

Le mythe freudien et ma fable parlent bien sûr de deux plans différents, l'un du rapport inconscient à la loi, l'autre de notre société. Comment peuvent-ils cohabiter ?

Le mythe construit par Freud raconte que le père devient père du fait d'avoir été tué, les fils l'ont tué pour ne plus être exclus de la jouissance des femmes-mères, et ils décident finalement de se les interdire toutes.

Il y a là un rejet de jouissance immédiate sur lequel des lectures politiques de droite ont pu être faites, la droite privilégiant l'ordre à la justice redistributive. Mais cela correspond à la mise en place de tout ordre nouveau, quelle que soit l'idéologie dont il se réclame. L'idée est celle d'un gain attendu pour plus tard, en admettant l'ordre qui s'impose.

Les discours de gauche se réclamant de la psychanalyse reposent sur la valeur de vérité de la parole de tout sujet, pour la découverte des vérités qui lui seront bénéfiques. Ne pas tenir compte de chaque sujet, pour décréter quoi que ce soit sur lui, serait une faute. Sous cet angle, elle peut paraître comme le triomphe absolu de l'individualisme, mais la liberté de contenu, sans exclusive, renvoie à l'amour, à l'idée d'une satisfaction absolue entre les êtres et à la contestation possible de tout ordre qui se prétend réaliste pour imposer des limites.

Le crédit fait à la psychanalyse, tient à cette pratique de parole légitimée, source de vérité même si elle ment ou se trompe.

Le pas supplémentaire de Lacan a été d'affirmer l'équivalence du désir et de la loi.

La place centrale de la cure donne le rapport de la psychanalyse au politique. Elle fait lien social autrement. La psychanalyse intéresse la politique car elle est solidaire de pratiques, et l'éthique qui s'en dégage donne une conception du sujet en relation et en actes.

Mais pour le moment, la psychanalyse comme pratique libérale n'est pas visée par l'Etat français. Tant que deux individus en ont contractuellement décidé, il n'est pas concerné si les taxes attendues sont versées. Seuls les états franchement autoritaires interdisent à tout individu de contredire ses valeurs, et voient officiellement d'un mauvais œil le développement des pratiques favorisant la libre pensée. Là, au contraire, les idées nouvelles pourraient rapporter et sont donc encouragées.

Par contre, l'Etat intervient dans la pratique des professionnels qu'il paye ou qu'il autorise dans le Service Public. Il s'agit pour le moment de laisser toute sa place à l'individu, sous réserve qu'il reste sous l'autorité de l'Etat. Le rapport est simple : toute relation, psychothérapeutique ou autre, dans lesquelles l'Etat joue un rôle serait réductible à une éducation, car l'Etat détient par principe le meilleur savoir, ou le moins mauvais.

Ce principe est un pré-supposé nécessaire à la justification de son autorité. Mais ce rapport d'autorité est incompatible avec la psychanalyse.

Mais que serait la psychanalyse si sa pertinence n'a de valeur qu'en pratique libérale ? Elle y perdrait en acte sa valeur universelle, ne concernerait que ceux qui ont les moyens et le souhait décidé d'en tenter l'expérience, alors même qu'elle aura été déboutée de sa prétention à éclairer la structure de tout sujet et d'en tirer une efficacité.

V) La politique des psychanalystes dans les institutions

Ces modifications de l'Etat ne sauraient rendre compte à elles seules du discrédit qui s'organise autour de la psychanalyse. Après l'analyse des données qui lui sont extérieures, voyons ce qui peut favoriser ce mouvement de l'intérieur.

Les associations de psychanalyse sont dispersées même si elles travaillent de plus en plus en réseaux. Ce n'est pas en soi un problème, c'est même souvent considéré du côté lacanien comme un signe de dynamisme et de rigueur, puisqu'il est reconnu difficile, si ce n'est impossible dans la durée, de concilier la psychanalyse et les enjeux institutionnels. Mais cela empêche de répondre politiquement, unis pour avoir une action efficace, et la divergence d'opinions sur cette situation chez les psychanalystes mêmes devient un argument pour les détracteurs.

Chaque institution psychanalytique est constituée autour de quelque chose qui lui semble important, des théories différentes, diverses manières d'appréhender une même théorie, un ou des membres particulièrement éminents, un thème spécifique. Pourtant, à ma connaissance, tous les psychanalystes souhaitent parler de « la » psychanalyse, et pas « des » psychanalyses, malgré et à cause des rejets souvent violents des théories des autres psychanalystes.

Un fait va dans le sens de cette unité. Malgré les pratiques et les théories différentes, les cures produisent un effet semblable, qui permet aux professionnels de repérer assez facilement ceux qui ont essayé le dispositif et ceux qui n'en ont qu'entendu parler. Les derniers conservent une idée éducative des vertus de la parole, toujours centrée sur les notions de récompense et

de punitions, alors que la psychanalyse permet d'expérimenter comment la parole peut agir en elle-même. Il y a donc bien une unité pratique.

Mais alors, pourquoi la dispersion ? Les institutions sont les cristallisations de positions théoriques partagées entre ses membres fondateurs sur les enjeux primordiaux de la psychanalyse.

Celle-ci conduit aux limites de la rationalité, de ce qui est partageable, là où le sujet se fonde d'une déréliction sans parole mais pas sans symboles. Cette frontière traumatique implique qu'il n'y a pas d'intersubjectivité malgré la dépendance fondamentale aux autres, et la politique en dérive.

Avant la psychanalyse, cette limite était appréhendée comme rapport entre la raison humaine et la raison divine. Politiquement, la différence était faite entre les hommes sachant réellement ou voulant vraiment savoir, et ceux se contentant d'opinions ou de croyances.

De nos jours, l'expérience faite par chaque psychanalysant dans sa cure lui montre qu'il avait compris quelque chose à la psychanalyse mais qu'il s'aveuglait sur certains points auxquels il tenait. Cela induit une nouvelle distribution de la vérité. Celle-ci est comprise uniquement par ceux qui sont allés assez loin dans le procès psychanalytique. Leur parole doit provoquer le transfert de ceux qui entendent la vérité qui les travaille dans la bouche d'un autre, dite enfin ou mieux exposée que ce qu'ils auraient pu faire.

En conséquence, pour ceux qui ont la conviction de la valeur de la psychanalyse, les psychanalystes reconnus dans une société psychanalytique doivent avoir raison même si ce qu'ils disent laisse à désirer. Ceux qui provoquent l'admiration par leur parole ont évidemment raison : toute affirmation de leur part vaut sans plus de démonstration, grâce aux échos suscités par sa perspective. Ce que disent les autres, non psychanalystes ou psychanalystes décriés, a au mieux un intérêt limité, toujours en défaut de ce que la psychanalyse aurait pu leur enseigner.

Le dispositif de la passe est censé éclairer sur le passage à la position de psychanalyste dans la cure, permettant de parler justement de la psychanalyse, mais ses effets pour le moment n'ont pas été à la hauteur des espérances. Après la cure, la question de la validation du statut de psychanalyste se joue plutôt dans le dénommé « contrôle », qui en serait un s'il s'agissait qu'un psychanalyste garanti valide le travail d'un contrôlé, alors qu'il s'agit plutôt chez les lacaniens de laisser le psychanalyste tirer les conséquences de ce qu'il fait et pense grâce au recours de sa parole adressée à un psychanalyste en qui il a confiance.

Le jugement spontané, qui tient du jugement esthétique, reste donc l'instrument principal des psychanalystes, malgré les échanges conceptuels, les écritures et graphes divers, et tous les dispositifs de travail destinés à réduire les effets imaginaires dans le travail théorico-clinique. Il correspond à l'hystérisation propre au dispositif psychanalytique, qui pousse à se fier à ce qui surgit comme pensée et conviction spontanée. Chaque sujet a sa ou ses normes de jugement, qui le fait croire ou pas à ce qu'il se dit. C'est un appui fondamental pour la cure, et par ce biais bien des convictions du moi se lézardent.

Les jugements se modifient avec la cure. Mais parler dans une cure n'est pas parler en public, et ne pas pouvoir échapper au jugement spontané pour fonder la vérité et le savoir qui cherche à la dire peut aboutir dans un groupe à des haines de la pensée de l'autre, toujours coupable d'être différent du moi qui cherche à s'instituer en société.

Chaque personne qui se déclare psychanalyste ne peut que souhaiter être reconnue par ses pairs si elle souhaite des échanges entre praticiens ou une reconnaissance sociale, mais il y a

un risque à exposer les problèmes rencontrés. Ils pourraient toujours être expliqués par l'incompétence de celui qui se prétend psychanalyste, et pas par ce qu'est le psychanalysant ou par ce qui n'est pas traité par les psychanalystes habituellement. La tension générée pousse à se montrer conforme au discours reconnu dans l'institution, à laisser les conflits théoriques de côté pour qu'ils n'engendrent pas de problèmes institutionnels ou d'exclusion, et à favoriser le commun déjà assuré au novateur critique de ce qui a existé antérieurement. Nous retrouvons l'impasse des pouvoirs institués, même si des associations essaient d'y remédier.

Suivant ce que Freud a prescrit, la théorie est toujours à réinterroger lors de chaque cure. La tension entre les remises en question et les énoncés sur lesquels les institutions se sont constituées est donc de principe. Cela fait de la psychanalyse l'ennemi de l'institutionnalisation de sa propre théorie, car son objet peut toujours être à redéfinir et ses formulations peuvent rendre sourd et aveugle à la singularité de la clinique.

La théorie psychanalytique a toujours nécessité un échappement à ce qui la fonde comme discours articulé. Freud est passé par les considérations de psychologie spontanée de ses patients pour y déceler la psychologie oedipienne inconsciente, qui reste d'actualité malgré les modifications qu'y apportent les transformations sociales. Mais il a dû la compléter d'une métapsychologie, qu'il appelait sa sorcière malgré son contenu très abstrait, et qui venait de ses hypothèses scientifiques antérieures, justifiant la nécessité du recours à la parole des patients. Ses articles montrent une évolution constante de sa pensée.

Lacan a accentué le mouvement de Freud. Il s'est servi des sciences des moyens de la parole et de la pensée, linguistique, logique et topologie, sans suivre les contraintes internes de ces disciplines. Sa théorisation, pour être conforme à son objet, a suivi le chemin de déterminations spécifiques de certains termes, mais il a pris en compte aussi toutes les acceptions des mêmes termes, dans le fil de cette évidence de la pratique psychanalytique selon laquelle on n'interdit pas à un psychanalysant son usage singulier du vocabulaire, sauf exception liée aux enjeux d'un moment de cure.

Contrairement à Freud, il ne signalait pas les changements théoriques qu'il effectuait, s'en prenant facilement à ses élèves qui reprenaient des conceptions devenues erronées pour lui, comme si elles n'avaient pas été son enseignement. Et il disait se réjouir qu'on puisse passer très longtemps à étudier son enseignement pour essayer de le comprendre.

Les signifiants restaient premiers, et il assurait pouvoir leur faire dire n'importe quoi. Le savoir était nommé dans ses formules S2, c'est-à-dire que sa nomination générale ne permet aucune différenciation du rapport plus ou moins fautif à la vérité philosophique ou scientifique de chacun : un savoir vaut par son articulation, quel qu'il soit.

C'est pour cela qu'il est impossible de faire collectivement dogme avec leur théorie sans en oublier une partie ou rendre univoque ce qui ne l'était pas. Ne pas le repérer obère les échanges. Lorsque les psychanalystes font comme s'ils avaient affaire à des termes ayant un sens partagé ou à définition unique, ils oublient que seule la mort de Freud et de Lacan permet de viser des définitions communes.

Même la différence affirmée par Lacan entre psychanalyse et psychologie s'efface suivant l'usage de la théorie et pas suivant les catégories qu'elle emploie: des considérations linguistiques, topologiques ou logiques peuvent tourner à la psychologie dès qu'on perd le fil de l'acte et qu'on s'en sert pour décrire un sujet.

Repérer ces caractéristiques donne une règle de constitution des associations autour d'énoncés communément acceptés, interroge les conséquences à tirer des formulations théoriques, et permet de questionner les interdits de penser propres à chaque regroupement.

Reste à expliquer comment certains peuvent réussir quand même à s'associer en gardant le rapport de la psychanalyse à la science.

La psychanalyse rompt avec le dispositif scientifique qui fait société sur la base d'une théorie partagée et interrogée publiquement, par des procédures répétables. Pourtant, elle ne peut pas exister sans société scientifique, qu'elle a suscité par la publication de « l'interprétation des rêves » puis d'autres livres adressés à l'ensemble du public, pour susciter l'intérêt pour son savoir nouveau et la mise au travail de certains.

Des scientifiques, habitués à un débat collectif pour séparer les énoncés faux de ceux temporairement compatibles avec la vérité, n'en croient pas leurs oreilles lorsqu'ils ont commencé par porter crédit à la psychanalyse. Ils se demandent si les psychanalystes sont autre chose que des maîtres auto-déclarés de la vérité, croyant vraies toutes leurs affirmations.

Cette difficulté vécue par les psychanalystes entre une rationalité qui fait groupe et la psychanalyse ne doit pas être minimisée car elle nourrit l'affrontement actuel avec le politique. Celui-ci doit affirmer un savoir qui n'est pas vérité, forcément, puisqu'il doit décider alors qu'il lui est impossible de le faire en satisfaisant tous ceux qu'il assure de ses bienfaits, pendant que la psychanalyse prétend réintégrer la vérité dans sa pratique. Mais la position moyenne, qui essaye d'établir une vérité objective, est évacuée par les deux, même si les deux se réclament de la science.

L'opposition se durcit car la psychanalyse se retrouve sur le terrain des modifications que l'Etat instaure.

Il y a bien sûr des personnes qui ont une véritable conviction libérale, et veulent transformer en un gigantesque marché l'ensemble des échanges sociaux, persuadés que c'est la meilleure solution pour produire des richesses et transférer sur un plan purement économique l'agressivité humaine. Mais leur victoire vient de leur réussite à convaincre que leurs solutions sont les moins mauvaises car les plus scientifiques. La psychanalyse ne peut les contrer pour défendre son universalité sans répondre aux critiques qui lui sont faites, là où le procès lui est imposé, actuellement dans les services publics où la psychanalyse est exercée par des professionnels avec une population qui ne la demande pas à priori.

Car pour la majorité de la population, tout cela n'est que problèmes mineurs

VI) Les lettres de la clinique

La psychanalyse tirait son prestige des résultats thérapeutiques attendus de sa pratique de dévoilement d'une vérité refulée. Dans ce domaine, elle n'a pas répondu clairement aux reproches qui lui sont adressés.

Il y a eu bien sûr des livres calomnieux, orientés uniquement dans le sens du dénigrement, il y a un lobbying soutenu par l'industrie pharmaceutique pour des pratiques conformes à ses intérêts, mais l'idée d'une efficacité majorée par les psychanalystes et longue à obtenir s'est répandue et il n'y est pas répondu clairement. C'est de cette absence de réponse claire, doublée par la proposition des psychothérapies cognitives affirmées scientifiques et brèves, que se nourrit le discrédit. Les considérations sur la guérison par surcroît méritent à l'heure actuelle plus d'éclaircissements sur ce qui n'est pas guérison mais satisfait ou suffit à ceux qui consultent, sur l'existence de guérisons, conçues suivant la définition de ceux qui la réclament, et sur ce qui peut être attendu d'une psychanalyse.

Sinon, le reproche d'absence de scientificité glisse vers celui d'opacité de ses pratiques pour finir avec celui d'inefficacité charlatanesque.

Freud avait donné des indications sur les pathologies que la psychanalyse pouvait guérir. Elles ont été abandonnées, et les cures ont pris des formes différentes pour certaines pathologies, toujours plus éloignées de ce qui serait par après-coup une cure-type.

Nous devons expliquer cette évolution et ce ne sera psychanalytique que si cela fait interprétation.

Une alternance politique ne changera pas la nécessité de répondre à des questions de comparaisons auxquelles bien des psychanalystes répondent par le mépris, avec une certitude ininterrogeable sur le bien fondé de ce qu'ils font, sans se poser plus de questions sur les différences de pratiques, du moment que le terme « psychanalyse » vient renforcer leur propre position.

Pourtant, au regard de la rationalité admise dans notre culture, et suivant la pente de chacun à rechercher la meilleure option quand il souffre, l'idée de comparer les résultats des différents points de vue n'est pas une aberration. Ce sont les moyens utilisés actuellement pour le faire qui sont aberrants, par leur élimination de ce qu'ils prétendent juger, par leurs risques d'empiètement sur la liberté nécessaire au travail, et avec leurs enjeux réels de réduction des coûts. Mais si les professionnels n'intègrent pas la pratique du débat public, ils auront de plus en plus affaire à des préjugés, et à une suspicion organisée socialement avec l'appui des « psy » garantis par l'Etat.

Trop de psychanalystes considèrent que puisqu'on ne peut pas convaincre ceux qui ne le veulent pas, il n'y a pas besoin de plus d'explications pour ceux qui ne comprennent pas. Il n'y aurait que ceux qui veulent bien admettre et ceux qui ne veulent pas. Cette conception correspond au savoir des sectes, alors que la psychanalyse n'existe que dans un rapport à la rationalité obligeant à répondre aux questions de ceux qui n'y croient pas, sans illusion sur ceux qui tiennent à refuser, mais sans évitement devant ceux qui demandent des explications sans partager les mêmes évidences.

Depuis longtemps certains prédisent les évolutions actuelles, et il était généralement répondu par une esquive, une incrédulité argumentée éventuellement du fameux « à combattre un discours on le renforce » de Lacan. Nous avons maintenant les résultats de l'absence de réponse.

Constater les méfaits d'une option ne veut pas dire que l'inverse est bon. Il y a des questions qui n'ont aucune réponse satisfaisante mais auxquelles on ne peut se soustraire à aucune époque. On y répond toujours, activement ou passivement, comme on collabore toujours aux transformations politiques de son époque, même si c'est en se bouchant les yeux, les oreilles et la bouche.

Les récentes attaques contre le traitement psychanalytique de l'autisme sont l'avancée de ce qui nous attend. Le plus dérangent dans les premières réactions des psychanalystes est l'absence d'arguments objectifs, basés sur les résultats thérapeutiques de la psychanalyse. Comme s'il n'y avait pas de cas qui illustrent les résultats thérapeutiques de la psychanalyse et invalident l'évidence de la causalité biologique anténatale. Ils parlent de leurs convictions, de leurs intentions éthiques, des mauvaises intentions des autres, mais pas des résultats qu'ils ont pu obtenir.

La causalité psychique n'est même plus nommée, elle ne risque donc plus d'être débattue. La prise en compte nouvelle des avancées de la biologie, dans la causalité, pousse à l'abandonner. Il est vrai qu'une description juste de l'ensemble des résultats thérapeutiques nécessiterait des précisions méthodologiques et conceptuelles puisque dans un nombre important de cas les résultats cliniques ne correspondent pas à des « guérisons », mais c'est précisément le travail qui n'a pas été fait, ou est resté dans la confidentialité.

L'accusation venant de certaines associations de parents nous plonge dans la dimension politique des services publics.

Les psychanalystes pensent peu à ce qui permet mais résiste à leur pratique, et se contentent de formules générales, en termes uniquement négatifs, concernant le travail que l'analysant ou sa famille évitent ou la jouissance qu'ils ne veulent pas lâcher. Pourtant, du point de vue de ceux qui résistent ou décident de ne pas poursuivre, il peut y avoir des raisons très solides et très légitimes, relevant d'une éthique à laquelle ils adhèrent. Et la société travaille maintenant à leur en fournir, par les affirmations psychologiques qui saturent les médias.

Dans la même lignée, trop de psychanalystes ne veulent pas entendre parler de ce qu'une cure d'enfant, surtout si elle peut se faire de façon satisfaisante avec l'enfant seul, implique un accord de ceux qui ont autorité sur lui, qui en lui-même importe dans la cure, comme tout ce qui constitue leur rapport en actes à la jouissance, puisque la loi leur donne un pouvoir prolongeant la nature.

Pourtant, quand on échange sans réserve sur les pratiques dans les groupes de travail, il existe un écart entre la théorie officielle et la pratique, celle-ci incluant des conditions de mise en place ou de préservation rarement citées dans les communications sur la clinique, et souvent même pas pensées.

Cette différence recouvre un impensé collectif du travail en service public, la réelle utilisation de nos consultations par le public que nous recevons, qui oblige à parler d'au moins deux points de vue, celui du psychanalyste et celui du demandeur, malgré les incertitudes de ce qu'on en sait. L'idée de choisir entre différentes aides est d'ailleurs une donnée sociologique : beaucoup de ceux qui consultent essayent alternativement ou en même temps d'autres moyens, magie, religion, psychothérapies, écoles de philosophie et autres activités artistiques ou sociales où ils cherchent un mieux-être. Leurs manières de se situer dans cette ensemble est pris en compte ou pas par le psychanalyste, mais cela ne les empêche pas d'exister, et s'y réfugient souvent les données dont nous avons besoin pour avoir accès à l'inconscient

Notre expérience psychanalytique peut être notre raison de faire tout autre chose qu'une cure. Mais il y a une grande réticence à penser et reconnaître collectivement ces pratiques, qui intéressent peu les institutions psychanalytiques, pas plus que les universités où les psychologues et les psychiatres ont été formés, alors que notre différence avec ceux qui n'ont pas de formation psychanalytique se manifeste aussi dans ces actes professionnels qui ne sont pas des cures. Arguer de la différence entre chaque professionnel pour ne pas en parler est dire qu'il n'y a finalement pas de différence notable à avoir fait une analyse, à part pouvoir faire des psychanalyses, ou qu'il serait impossible d'en parler. Reconnaître la diversité ne doit pas aboutir à ne rien distinguer.

La pratique la plus quotidienne dans les services publics est un exemple parmi les autres que l'absence d'inter-subjectivité n'empêche pas les dialogues : là entre des professionnels, dont l'autorité du savoir est garantie par les établissements qui les emploient et l'Etat qui a reconnu leur formation, et des personnes qui demandent une aide, un soin ou une guérison.

Il y est question de malheur et de tentative d'en sortir, d'un savoir supposé, vrai ou faux, d'un pouvoir effectif, d'impuissance, d'un demandeur, qui va jauger ce qui lui est répondu et l'utiliser suivant ce qu'il supporte ou recherche, de promesse, de confiance et de méfiance, d'engagements recherchés ou évités, de méconnaissance, de versions fautives, faussées, de duplicité et de reconnaissance ou de rancoeurs, dans une relation où les statuts sont dissymétriques. Et c'est le quotidien des professionnels de répondre, dans des positions diverses concernant le savoir détenu par chacun, et de le faire en tenant compte de la demande

ou de quelque chose d'autre que ce que le demandeur sait demander. Il y est donc question de politique, même si les professionnels sont censés se contenter du bénéfice de leur salaire et du travail bien fait.

Nous devrions nommer ce que la psychanalyse change dans une relation, dans les situations où le demandeur n'a pas eu à prendre parti pour elle. Il s'agit d'idéologie, du discours qui devient une expérience commune, à partir de laquelle un sujet peut commencer à penser puis se déprendre ou approuver ce qu'il a commencé par admettre.

Le fait qu'une forme de la psychologie, la psychologie clinique, reconnaisse que les objectivations d'un sujet n'ont qu'une valeur limitée, puisque l'observateur modifie par son existence les réactions de l'observé, est une avancée due à la psychanalyse, à son affirmation de l'existence du transfert et du contre-transfert. Cette considération permet d'interroger les jugements que tout pouvoir émet sur ceux dont il prétend faire le bien, de voir comment il s'aveugle sur son action, en ne voyant pas comment il génère ce qu'il prétend observer, et peut en arriver à réduire les actions au traitement des conséquences nocives de ce qu'il a institué. La psychothérapie institutionnelle répond à ce travers dans les milieux psychiatriques.

Une définition politique de la psychologie, inspirée par la psychanalyse, peut être affirmée : la psychologie, inéliminable en toute action inter humaine, permet de ne pas s'interroger sur soi-même plus qu'on ne le souhaite en faisant porter le poids des événements aux autres ; mais elle est aussi la tentative de reconnaître l'existence d'un autre, dans la mécanique que tout sujet tend à instaurer dans sa relation aux autres, surtout s'il a un pouvoir social. Là où la magie et la religion permettaient de traiter les rapports du sujet à son monde, la psychologie tente de traiter rationnellement les rapports inter individuels.

Notre expérience montre comment les relations n'ont pas la simplicité que la psychologie affirme. Mais elle nous montre aussi comment chacun doit partir d'idées simples pour arriver s'il le souhaite à une version plus juste de ce qu'il est, dans sa relation à tous les autres.

Elle nous montre aussi que les enjeux des différentes théories psychologiques ne sont pas juste entre les professionnels qui s'en réclament mais qu'elles sont internes à tout sujet, qui se détermine dans les versions de son humanité, à partir de ce que sa culture lui permet de penser. Et cette culture à l'heure actuelle, par le politique, a entrepris de jouer sur les conditions matérielles et signifiantes de l'existence pour éduquer chacun aux visées de son système, en prenant parti dans les modifications du rapport entre l'existence publique et l'existence privée, par exemple en légiférant pour que chaque patient ou chaque perturbateur ait un dossier informatisé unique.

VII) Perspectives politiques

Pour s'orienter, le livre « Peau noire, masques blancs », de Frantz Fanon, est une excellente leçon sur les jugements négatifs imposés par l'idéologie, et les moyens de s'en dégager en se servant de la psychanalyse mais en ne comptant pas que sur elle. La nécessité d'en passer par les signifiants qu'on veut éviter y est exposée, avec ses conditions subjectives. Comme il le note, la présence de l'idéologie installée depuis longtemps dans la réalité prime sur l'organisation intra-psychique qu'elle favorise. Nous pouvons y trouver un paradigme de situations vécues par certains qui nous consultent, mais aussi celui de notre situation future, si nous ne nous montrons pas pertinents dans nos réponses. Nous sommes au temps où elle se met en place, pas encore dans celui des évidences reçues par tous. Les noirs au XVI^{ème} siècle n'avaient pas les moyens de répondre comme les psychanalystes actuellement, et leur caractéristique diffamée concernait l'instant de voir quand le débat actuel avec la psychanalyse devrait se situer dans la période pour comprendre.

Des distinctions que nous faisons quotidiennement et que nous pouvons intégrer au débat public sont politiques. Elles concernent tout le monde car il s'agit de préserver la possibilité d'existence des idéaux, entre sujet et culture. Leurs réalisations effectives ont engendré des éthiques rassemblant des communautés de professionnels prêts à sacrifier une partie de leurs intérêts égoïstes pour les rendre réelles

Certains trouvent une expression professionnelle du point où leur désir équivaut à la loi, et la société civile ne peut pas fonctionner sans tourner au totalitarisme du grand frère, le Big Brother qui oblige à rester enfant, si la singularité des sujets ne peut s'y loger. Ceux qui ont recours à ces professionnels sont concernés car la qualité de ceux-ci disparaîtra dans la compromission si la logique néo-libérale impose ses normes en refusant tout compromis.

Les nécessités de l'organisation collective, dans leur complexité accrue, pourraient instaurer des horreurs difficilement contestables, car elles se présentent comme bonnes pour tous tout en niant chaque sujet, manifesté concrètement par la nécessité de voies symboliques singulières. Les emplois de la machinerie sociale transformeront ceux qui l'acceptent en exécuteurs de tâches constituant les rouages de programmes instaurés légalement, sans réflexion sur l'ensemble de ce qui permet de réaliser les missions déclarées des institutions. Pour éclairer les rapports du singulier à l'universel, soit le rapport des sujets au politique et au social, la psychanalyse est nécessaire et insuffisante

Les exemples de mondes supprimés, conservés dans des musées ou des réserves par l'exercice politique de la rationalité occidentale abondent. Les exactions instituées aussi, et l'équivalence noir/esclave en est l'exemple princeps, solidaire de l'envolée du capitalisme dans l'exploitation systématique du Nouveau Monde, nouveau pour ses étrangers. Cette logique se retourne actuellement vers ses ennemis de l'intérieur puisqu'il n'y a plus vraiment d'extérieur, c'est-à-dire tous ceux qui ne soutiennent pas une vision du monde où seuls les intérêts égoïstes fondent le social.

L'idéologie qui s'instaure actuellement dans le gouvernement de l'Etat et de la société contient une contradiction, sur laquelle il est possible de répondre. Le « bien » de l'individu, pris collectivement, aboutit à la suppression du point de vue de chaque individu, de sa liberté. Malgré l'instauration d'une machine à éviter les points de vue des gouvernés, il reste des dispositifs de débats et d'information. L'idéal philosophique et scientifique de débats publics, où le point de vue de tous peut s'exprimer, reste solidaire de la démocratie. A nous de le rendre vivant, en recherchant des concepts adéquats à nos actes et en répondant aux affirmations mensongères et aux omissions organisées dont le pouvoir ne peut pas se passer pour justifier ses actes.

Exprimer sa pensée est dangereux lorsqu'elle s'affronte aux interdits d'un pouvoir s'appuyant sur la croyance. Une autre forme de rejet de la vérité se manifeste actuellement, relevant plus du démenti que du refoulement : le pouvoir politique joue sur les conditions effectives d'existence, en privilégiant les citoyens qui se soumettent à ses normes et en excluant les autres, mais sans se réclamer d'une vérité autre que celle des conditions matérielles qu'il institue. Prendre la parole devient difficile, le débat paraît inutile puisque les actes démentent les affirmations. Mais ce n'est qu'une autre version de la difficulté à refuser l'autorité. Un dévoilement psychanalytique nouveau pourrait en naître, de l'ordre de la construction.

Les psychanalystes, par leur pratique de questionnement radical de la parole, et par leur reconnaissance de l'absence d'inter-subjectivité malgré les dialogues, sont les mieux placés a priori pour aider à cerner la complexité des enjeux entre humains. A condition de se laisser

enseigner par les non-psychanalystes et par l'impureté de leur pratique, celle qui n'a pas encore de nom car elle donne la parole à tout sujet qui voit ailleurs qu'en elle l'essentiel à préserver.

Cela pourrait se dire : puisqu'il n'y a pas d'intersubjectivité mais un rapport du sujet à l'Autre, comment un sujet pourrait-il traiter en raison avec d'autres ce qui se passe entre eux,, sans toujours réduire la question à de l'amour, de la haine ou de l'ignorance mais en proposant des lois universelles pour préserver l'expression de la singularité dans la multitude?